

Resilience collective: Les conditions des conquêtes sociales en période post-traumatique

Uhry Marc, Fondation Abbé Pierre

Paidakaki Angeliki, KU Leuven

Lorsqu'une personne s'effondre psychiquement à la suite d'un traumatisme, la chute s'arrête parfois et la trajectoire s'inverse, résultat de divers facteurs individuels et d'environnement, rebond auquel l'ethnologue Boris Cyrulnik a appliqué un terme emprunté à la manière dont les matériaux réagissent aux chocs: la résilience. Après être passé de la physique à la psychologie, la résilience est-elle adaptée aux sciences sociales? Surtout, au-delà de la production de concepts branchés et du jeu intellectuel balladant la notion d'une discipline à l'autre, peut-elle servir l'action?

Lorsqu'un individu traumatisé s'effondre, il «rebondit» parfois. Peut-on en dire autant des sociétés? Peut-on traiter des désordres collectifs au-delà de leurs effets sur les individus?

Il est au moins établi que les traumatismes collectifs produisent des réactions sociales, qui peuvent constituer un objet politique. Après la guerre russo-japonaise et la révolution de 1905, Lénine a compris que les guerres étaient favorables à l'émergence d'une révolution. 1917 le lui a confirmé et la seconde guerre mondiale a fait basculer la moitié de l'humanité dans le communisme. Il ne s'agit pas de porter un jugement de valeur sur ces événements, mais d'observer que les secousses énormes ont engendré des réactions collectives, qui ont changé le cours des sociétés, et que cette réaction a été pensée en amont.

Les grands bouleversements modifient les représentations profondes qu'une société se fait d'elle-même, les rapports sociaux, les nécessités économiques. Les individus, comme les institutions, jusqu'aux structures culturelles qui tissent la trame sociale, sont déplacés. Il en sort nécessairement de l'inédit. Savoir se saisir de cet inédit pour l'orienter vers un des possibles, le plus souhaitable, est l'objet même du politique, celui qui s'est perdu en occident, occulté par l'obsession de la permanence des institutions, par le culte de l'anticipation, de la prévention et du devoir de

précaution. Le culte de la prédictibilité a viré au refus de l'évènement. La démocratie du hérisson qui se met en boule et refuse de bouger à l'approche du danger. Le paradoxe de la démocratie vivante est qu'elle se rêve homéostasie.

Nous vivons une période qui nécessite d'identifier ces conditions de «résilience collective.» Les compas idéologiques sont cassés, nos navires sociaux sont emportés par des tempêtes entremêlées: dérapage écologique, crise financière, dérégulation des conditions de production, crise démographique, crise des systèmes institutionnels et vernaculaires de protection sociale, etc. Le monde est sorti de la route et s'engage dans une série de tonneaux assurant aux sociétés une kyrielle de traumatismes qui vont se démultiplier les uns les autres, à l'échelle mondiale. Nous ne les éviterons pas, mais peut-être saurons-nous nous en servir utilement.

Quelques expériences traumatiques plus ponctuelles, proposent des exemples stimulants de résilience collective. Pour n'en citer qu'un, la reconstruction du Sri Lanka après le Tsunami de 2004, sans aucune prétention à constituer un modèle reproductible, offre matière à réflexion. Pour mémoire, en plus des nombreux morts à déplorer, 433000 personnes ont été déplacées, 130000 logements abimés, dont 90000 entièrement détruits. Les évaluations prédisaient que 250000 personnes passeraient sous le seuil de pauvreté, dont le taux grimperait à plus de 25% de la population^[1]. Les maisons de mauvaise qualité des milieux populaires ont moins bien résisté que les immeubles de béton; la reconstruction a été compliquée par la restriction des zones de constructibilité, qui ont immédiatement abouti à un processus de gentrification des villes côtières. Seuls 40% des habitations détruites pouvaient être reconstruites sur place. Les observateurs internationaux anticipaient une accentuation des inégalités socio-économiques. Paradoxalement, cette situation catastrophique a généré des dynamiques solidaires, soucieuses d'un développement social économique et écologique, par exemple la Banque Fédérative pour le Développement des Femmes (WDBF). En 2009, ce réseau d'épargne, de crédit et d'assurance mutuelle, réunissait 1 200 groupes dans 450 zones urbaines, adossés à Janarukula (faire ensemble), un réseau d'entraide technique, et inscrit dans un réseau international d'expériences similaires (Slum International). Après le tsunami, le WDBF a coordonné des prêts immobiliers pour la reconstruction, servant de mutuelle d'emprunt à des petits groupes de femmes. Dans la ville de Moratuwa, ces prêts ont été orientés vers le maintien des solidarités de proximité et la sécurisation de l'occupation, vu le nombre des victimes du tsunami qui étaient dans une zone grise de la légalité en terme d'urbanisme. Les groupes se sont entourés de compétences opérationnelles, architectes, techniciens du bâtiment

pour s'assurer de la conformité des constructions futures, justifiant une proposition urbanistique qui parte des dynamiques d'habitants. Dans un autre quartier les habitants ont choisi une formule de propriété collective, en coopérative, etc. Une banque de développement internationale a accepté de garantir les prêts. Cette initiative, par la disparité de ses manifestations, a entraîné un changement de gouvernance. Petit à petit, s'est structuré un nouveau modèle d'intervention publique, adossée aux groupes locaux, dans la planification urbaine, dans la construction, dans la définition des statuts d'occupation, dans l'optimisation des questions d'entretien, de voirie etc. Dans un contexte où les structures institutionnelles ne pouvaient plus faire face à leur responsabilité, il a fallu laisser émerger des solutions nouvelles, il a fallu accepter de faire la société à partir des citoyens, de se déprendre des pouvoirs antérieurs, sans pour autant basculer dans le chaos ou la compétition de tous contre tous, mais au contraire, la puissance publique a accompagné et coordonné le potentiel d'intérêt général porté par des dynamiques locales.

Au final, la ville est moins chaotique dans son organisation que livrée aux initiatives individuelles, même encadrées par la loi. Les prêts sont moins risqués car ils reposent sur des amortisseurs solidaires dépassant la solidarité financière, il s'agit aussi de s'épauler en cas de coup dur, en amont des difficultés de remboursement. Cette dynamique a impulsé la création de petites coopératives financières, économiques, de logement, qui interagissent. L'économie a réintégré sa place, incarnée, en lien avec les autres aspects de la vie.

Il faut bien sûr toujours se méfier de l'exotisme post-colonial qui porte un regard émerveillé sur toutes les initiatives indigènes de ceux pour lesquels l'occident a simplement actualisé son regard de «bons sauvages» du développement durable et de la solidarité. Il s'agit simplement de mesurer que dans un contexte où les institutions n'arrivaient plus à faire face à leurs obligations, s'est créée une organisation reposant sur le contrôle du centre par les périphéries, offrant plus de pouvoir aux individus sur leur vie, plus de place dans la définition des stratégies collectives et offrant finalement un service à la Ville instituée, plus intéressant que n'avaient su le faire des formes plus dirigistes d'organisation.

La première des conditions a été le traumatisme du tsunami qui a mis les institutions dans une situation de nécessité d'assouplir ses mécanismes de contrôle, d'anticipation, pour restituer une liberté d'initiative aux citoyens. L'initiative prime la prudence et la confiance prime le contrôle,

comme paradigmes du rapport entre institutions et citoyens. Le même type de phénomène s'observe aux Etats-Unis dans une ville sinistrée comme Detroit, en voie de désertification par ses habitants suite à l'hémorragie économique du secteur de l'industrie automobile. Les coopératives y fleurissent, des usines du centre-ville sont transformées en fermes. Les autorités locales n'ont plus grand-chose d'autre à tenter que de parier sur l'inventivité des habitants et les habitants n'ont plus grand-chose d'autre à faire qu'inventer.

La seconde des conditions est l'adossement de l'innovation à des structures sociales préexistantes. Au Sri-Lanka, personne n'est venu calquer un modèle de «développement», ce sont les modalités traditionnelles de l'épargne et du crédit qui ont été customisées, actualisées. Il n'y a pas de modèle d'intervention, mais une capacité à entendre les fonctionnements différents, d'un pays à l'autre, d'une ville à l'autre, d'un quartier à l'autre.

La troisième condition est la production de nouveaux centres de décision, qui ne reposent pas sur les élites antérieures. Toute forme d'organisation tend à être conservatrice et à produire uniquement ce qu'elle a l'habitude de produire. Les élites ont tendance à répéter des vérités du passé, jusqu'à ce qu'elles deviennent fausses. Cette inaptitude au changement doit être contrebalancée par des organisations qui dépendent d'autres décideurs, de ceux pour qui l'adaptation aux changements est une nécessité.

Ces formes d'organisation n'apportent pas seulement des réponses concrètes. Elles suturent un tissu de relations et d'organisations porteuses d'espoir d'émancipation, porteuses de transformations sociales. Comme l'ont été en Europe les utopies concrètes des premières coopératives, des premières sociétés de secours mutuelles qui se sont transformées peu à peu en système de protection sociale, ces phénomènes de résilience collective constituent le rare maillage sur lequel peut aujourd'hui reposer l'espoir de conquêtes sociales futures.

Penser la résilience collective ne vise pas à se mentir sur la prévention des crises, assurant la permanence d'une organisation institutionnelle caduque, mais peut contribuer à l'adaptation des sociétés à l'évolution brutale de leur environnement et tissant une trame de devenir économique, social, environnemental. Face à la certitude des traumatismes à venir, il fut organiser les conditions

de possibilité de cette résilience, dans chaque institution, chaque association: reconnaître les traumatismes, faire primer l'initiative et la confiance, sur la conformité et le contrôle, s'adosser à des compétences collectives et individuelles diverses, obéissant à des grilles de lectures neuves, permettre des centres de décision éloignées des codes des élites établies, assumer la portée politique des expériences locales.

Imaginons que dans les quartiers populaires les compétences linguistiques des étrangers soient valorisées comme moyen du commerce international, que les compétences commerciales et organisationnelles des dealers soient exploitées, que les réseaux de femmes soient coopératives, que les enfants qui rouillent soient porteurs de projets. Ce n'est pas si difficile, et nous n'auront pas le choix.

[\[1\]](#) (Athukorala and Resosudarmo, 2005, p. 27 in Lyons, 2009).